

Des remerciements au goût amer.

Vous avez été nombreux à nous faire part que les remerciements du Directeur Général avaient un goût amer. En effet il est singulier qu'il semble découvrir l'importance des personnels de proximité alors qu'il a supprimé des postes. Il est singulier qu'il découvre l'engagement des personnels pour répondre aux besoins des locataires, quelle que soit sa forme : au siège, dans les agences, dans les cités, en télétravail,... alors que depuis son arrivée son obsession est de réduire les personnels, il y a dégradation des conditions de travail et de la qualité du service rendu provoquant un profond mal être au travail qu'il refuse de reconnaître.....

Si le Coronavirus a permis au DG de prendre conscience de cela, cela serait une bonne chose, encore faut-il passer du discours aux actes notamment en accordant, dans un premier temps, une gratification aux personnels de proximité par reconnaissance des missions accomplies dans des conditions difficiles et dans un climat particulièrement anxiogène.

Par ailleurs le confinement n'est pas facile à vivre et il ne faudrait pas considérer cette situation comme des congés, en effet vivre enfermé n'est pas simple notamment quand on est seul, ou avec des enfants, les inquiétudes que l'on a pour nos proches et ceux qui nous entourent. Le télétravail montre aussi ses limites et l'importance des échanges entre collègues. Nous pensons aussi aux collègues qui ont le virus ou leur proche.

Mais le confinement est aussi l'occasion d'être témoin et acteur de solidarités en direction des personnes isolées, rendre des services, dialoguer, échanger, lire.....

Nous espérons qu'à la fin du confinement s'ouvre un véritable dialogue social afin de mettre en œuvre les conditions d'une reprise permettant d'aller vers l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de service.

Plusieurs collègues ont aussi été choqués que le DG transmette la lettre que le Ministre du logement lui a adressée lorsque l'on connaît la responsabilité du gouvernement dans le démantèlement de notre système de santé, de l'hôpital, de la protection sociale..... et pour ce qui est de son domaine de responsabilité la politique catastrophique en matière de logement notamment par la réduction de l'APL qui prive les bailleurs sociaux de moyens de répondre aux locataires. Aujourd'hui aucun moyen n'a été débloqué pour aider les locataires qui vont rencontrer des difficultés pour payer leur loyer du fait de la baisse de ressources alors qu'il a pris des mesures pour le loyer des entreprises. Le Directeur général aurait été mieux inspiré de transmettre le courrier qu'il aurait dû faire au ministre du logement pour réclamer qu'il rende l'argent pris sur les APL afin de répondre aux besoins des citoyens au lieu de tenter de se faire le porte-parole du ministre.

La gestion de la crise par Macron et son gouvernement est lamentable : le double discours : restez chez vous mais allez travailler – les masques cela ne sert à rien et vont être obligatoires – le manque de test ,..... à cela s'ajoutent les ordonnances s'attaquant aux acquis sociaux (congés, RTT, CET, temps de travail,.....).

Le MEDEF, le gouvernement en réclament toujours davantage ils revendiquent que les salariés travaillent toujours plus, renoncent à des congés, des acquis sociaux, soient les victimes de l'austérité,... alors que les actionnaires sont épargnés.

Il est clair qu'il faut agir dès maintenant pour construire le jour d'après.



LE MINISTRE DU LOGEMENT PROPOSE LE FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT AUX LOCATAIRES EN DIFFICULTÉ

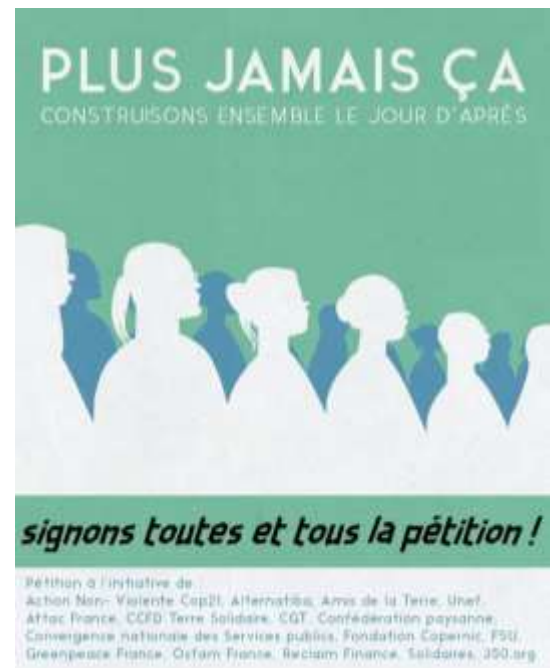


Nous vous invitons à signer la pétition : <https://www.policat.org/p/8921>

Je signe la pétition

Face à l'urgence sanitaire, des mesures de rupture sont nécessaires. A la suite de la tribune « Plus jamais ça, préparons le jour d'après », les signataires de cette pétition demandent au gouvernement de prendre immédiatement 4 mesures :

1. L'**arrêt immédiat des activités non indispensables** pour faire face à l'épidémie.
2. Les **réquisitions des établissements médicaux privés et des entreprises** afin de produire dans l'urgence masques, respirateurs et tout le matériel nécessaire pour sauver des vies.
3. La **suspension immédiate du versement par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG.**
4. La décision de ne pas utiliser les **750 milliards d'euros de la BCE** pour alimenter les marchés financiers mais uniquement pour **financer les besoins sociaux et écologiques des populations.**



Il ne s'agit pas ensuite de relancer une économie profondément insoutenable écologiquement et socialement ! Nous demandons que s'engagent sans plus attendre des politiques publiques de long terme pour ne plus jamais revivre ça :

1. Un plan de **développement de tous les services publics**
2. Une **fiscalité bien plus juste et redistributive**, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l'évasion fiscale.
3. Un plan de **réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services**, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations, de répondre à la crise écologique.

Mobilisons-nous dès maintenant et donnons-nous rendez-vous le "jour d'après" pour réinvestir les lieux publics pour reconstruire ensemble un futur, écologique, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées.



Au niveau de la Fédération des COOP'HLM

De nombreuses réunions en vidéoconférence ont lieu. Cela a permis d'élaborer un guide de bonnes pratiques face à la crise sanitaire actuelle et une trame de Plan de Continuité d'Activité pour aider les Coops HLM qui ne l'ont pas encore fait ou compléter si nécessaire les autres organismes. Voir sur le blog de la CGT AB Habitat ! <http://www.cgt-ab-habitat.com/>

Par ailleurs la C.G.T. s'est opposée à un accord reprenant les ordonnances Macron permettant de remettre en cause le droit du travail en matière de congé des salariés. Le collège employeur n'a pas été en mesure de justifier ses motivations pour imposer ces reculs sociaux et expliquer en quoi cette remise en cause est nécessaire. Cela va à l'encontre de la nécessité de mobiliser l'ensemble des salariés pour la reprise.

Malgré le confinement, restons en lien, n'hésitez pas à faire parvenir vos difficultés, vos questions, vos propositions,.....

Prenez soin de vous pour la préservation de la santé de tous

